



# Situation économique et financière

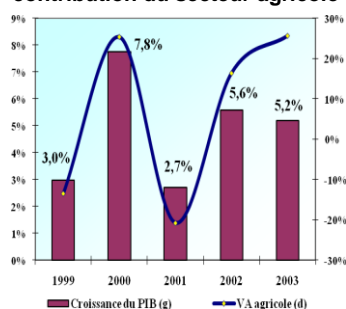
mai 2010

© DGTPE

En 2009, la croissance atteint 5,2% grâce à la performance du secteur agricole qui compense le ralentissement du secteur non agricole. La balance courante affiche un déficit de 5%, les recettes du tourisme et les transferts financiers des migrants n'étant plus suffisants pour couvrir le déficit commercial. Le déficit budgétaire reste plus que soutenable à 2,2% du PIB, confortant la crédibilité du pays sur les marchés. En 2010, la croissance serait proche de 4% et la balance courante bénéficierait de la reprise du tourisme et des transferts des migrants.

## Soutenue en 2009 par le secteur agricole, la croissance est au rendez-vous malgré le recul de la production du secteur secondaire

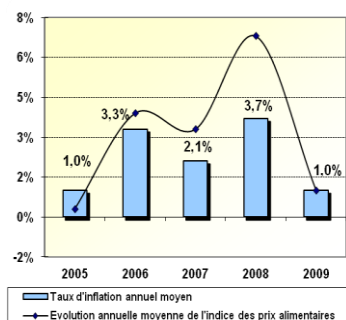
Croissance du PIB et contribution du secteur agricole



Selon les premières estimations, le **taux de croissance se situe en 2009 à 5,2%**, portant la valeur nominale du PIB à 732 Mds MAD (65 Mds EUR). D'excellentes conditions climatiques ont permis la progression de la valeur ajoutée agricole (+26%) : la récolte céréalière a dépassé les 100 millions de quintaux, un doublement par rapport à la moyenne des dix dernières campagnes. **En 2010, le FMI, la Banque centrale du Maroc et le Haut Commissariat au Plan prévoient une croissance comprise entre 3% et 4%**. Ce chiffre est conforté par la nette reprise du secteur non agricole au quatrième trimestre 2009 (+5,1% en glissement annuel), même si la poursuite de la croissance dépendra aussi du redémarrage économique des partenaires.

**En 2009, l'évolution du PIB non agricole est limitée à 2,6%** (au lieu de 3,9% en 2008 et 6,2% en 2007). Malgré le plan de relance gouvernemental mis en place dès février 2009 pour soutenir les industries du textile, cuir et automobile, **la production du secteur secondaire (notamment les mines et les industries de transformation) recule de 0,7%**. Cette régression s'explique par la baisse de 10% de la demande mondiale adressée au Maroc. **Le secteur tertiaire progresse de 3%**.

Evolution du taux d'inflation



**La demande intérieure continue à tirer la croissance.** En 2009, la consommation finale des ménages a contribué pour 4,5 points à la croissance économique globale et la formation brute de capital fixe pour 2,7 points. Le commerce extérieur de biens et services contribue par contre négativement (-2 points). **Les taux d'épargne et d'investissement atteignent respectivement 28,1% et 32,6%**.

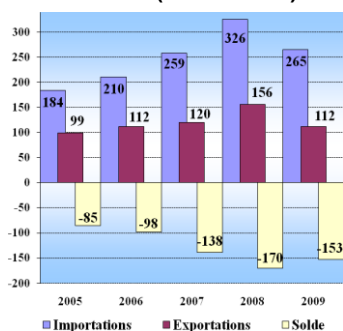
**Le chômage se situe à 9,1% à fin 2009.** Des pics résistent pour des tranches d'âge telles que les 15-24 ans et pour les diplômés qui enregistrent respectivement 32% et 20% de chômage en milieu urbain. **La pauvreté concernait 9% de la population en 2007 et le revenu annuel par habitant en 2009, 2 850 USD, reste l'un des plus bas de la zone méditerranéenne.**

En 2009, l'inflation ne dépasse pas 1% grâce au ralentissement de la progression des prix des produits alimentaires. L'inflation, bien contenue depuis de nombreuses années, avait connu un pic de 3,7% en 2008 à cause de la flambée des prix des matières premières au niveau mondial.

Le dirham reste indexé sur un panier de devises où prédomine l'euro (à 80%) devant le dollar. A fin avril 2010, le taux de change dirham/euro se situe à 11,2 et le taux dirham/dollar à 8,4.

### La balance courante renoue avec un déficit significatif

Evolution des échanges extérieurs (en Mds MAD)



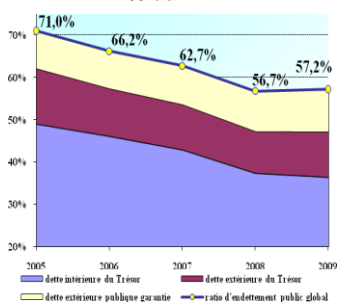
En 2009, le dégonflement des prix des matières premières et la faiblesse des économies partenaires ont sensiblement réduit les échanges commerciaux : **les importations marocaines** (265 Mds MAD, 23,5 Mds EUR) **reculent de 19%** et **les exportations** (112 Mds MAD, 10 Mds EUR) **de 28%**. Suite à cette implosion des échanges extérieurs, **le déficit commercial diminue en 2009, mais représente encore 21% du PIB** (en 2008, le déficit commercial avait atteint 24% du PIB). Les produits énergétiques (-25,5%), le blé (-56%) et le soufre (-89%) ont constitué les principales sources de baisse des importations (-35 Mds MAD, -3,1 Mds EUR). La vente de phosphates et dérivés (un tiers des exportations en 2008) diminue de 64% (-33 Mds MAD, -2,9 Mds EUR).

En 2008, la balance courante avait fait apparaître un déficit significatif (5,4% du PIB), mettant fin à plusieurs années d'équilibre. **Ce déficit se répète en 2009, à hauteur de 5% du PIB**. En effet, les postes qui traditionnellement compensent ce déficit affichent des baisses en fin d'année : les recettes touristiques (53 Mds MAD, 4,7 Mds EUR) diminuent de 4,9% par rapport à 2008 et de 10% par rapport à 2007. Les transferts financiers des Marocains résidant à l'étranger (50 Mds MAD, 4,4 Mds EUR) reculent de 5,4% par rapport à 2008 et de 9% par rapport à 2007.

Les **investissements directs étrangers affichent une baisse de 27% entre 2008 et 2009**. Après avoir déjà diminué de 5,3% entre fin 2007 et fin 2008, **les réserves de change baissent encore à fin 2009 de 3,6%, se situant à 189 milliards de dirhams (17 Mds EUR)**. Elles représentent encore sept mois d'importations de biens et services.

### Le déficit budgétaire et l'endettement public se situent à un niveau très soutenable

Evolution de la dette publique en % du PIB



En 2009, le déficit budgétaire atteint **2,2%**. Les recettes fiscales reculent de manière significative par rapport à l'année précédente (-9,1%), mais les dépenses ordinaires diminuent de 3,1%, grâce notamment à la baisse (-59%) des subventions publiques aux produits de base. L'exécution budgétaire 2008 avait conclu sur un léger excédent (0,4%) comme en 2007, grâce à de très bonnes rentrées fiscales (+23%).

En 2009, l'encours de la dette publique globale continue à diminuer par rapport au PIB. Elle représente près de 420 Mds MAD (37 Mds EUR), soit **57,2% du PIB**. **La dette extérieure (13,5 Mds EUR), représente 20,8% du PIB**.



Commerce extérieur du Maroc en 2008– 07 janvier 2010 © DGTPPE

**Ceci conforte une situation reconnue par les agences de notation.** En termes de risque pays, le Maroc se trouve en catégorie 3 dans le classement de l'OCDE (comme la Tunisie et l'Algérie). **En mars 2010, fait notable dans un contexte de crise, Standard&Poors a révisé à la hausse le rating de la dette à long terme de BB+ à BBB-**, deuxième amélioration depuis sa notation initiale en 1998. La dette à court terme passe de B à A3. Le Maroc entre ainsi dans la catégorie « *Investment Grade* » qui regroupe des pays considérés comme présentant un faible risque de défauts de remboursement.

**Sources des données :** Rapports de Bank al Maghrib, Haut Commissariat au Plan, Office des Changes

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de RABAT (adresser les demandes à [rabat@dgtppe.fr](mailto:rabat@dgtppe.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette.



#### Auteur :

Service Économique  
Adresse : 1, rue Aguelmane Sidi Ali  
RABAT-AGDAL 10000  
MAROC

Rédigée par : Christine BRODIK et Andrea ANSELMINI

Revue par : Dominique BOCQUET

Version du 04/05/2010